

Expressions Solidaires

Journal de l'Union Syndicale Solidaires

n°30 - Mai 2007 - 0,76 euros

Avant comme après les élections une nécessité se mobiliser

À l'heure où ces lignes sont écrites, les résultats de l'élection présidentielle ne sont pas connus. L'incertitude sur l'issue du scrutin aura été sans précédent. Même difficilement les questions sociales se sont invitées dans cette campagne, notamment grâce à certaines mobilisations sociales. Les préoccupations des salariés et, au-delà, de la majorité de nos concitoyens, sont d'abord celles liées aux conséquences des politiques libérales et sécuritaires : chômage, licenciement, pouvoir d'achat, pauvreté, exclusions, discriminations... Les profits qui explosent, les "primes de licenciement" de plusieurs millions d'euros versées à certains grands patrons ont mis en lumière les inégalités qui se creusent dans notre société. Face à cela, on aurait pu attendre du débat électoral des réponses de fond à ces exigences. Les principaux candidats n'ont pas été porteurs de ruptures claires avec les politiques libérales en œuvre depuis vingt-cinq ans. François Bayrou a tenté de faire oublier ses orientations libérales en se présentant comme le candidat de la troisième voie, du ni droite - ni gauche... Nicolas Sarkozy a été porteur d'un projet ultra-libéral, aggravant les inégalités et de nature réactionnaire : ses déclarations sur la pédophilie et les tendances suicidaires des jeunes qui seraient contenus dans les gènes renvoient à une vision du monde particulièrement archaïque où chacun est prédéterminé, où l'environnement social, culturel et familial ne joue aucun rôle. C'est la vision du monde portée par les conservateurs américains et les fidèles de Georges Bush. Sa proposition de "Ministère de l'identité nationale et de l'immigration" était là pour montrer que sur ce terrain, il est meilleur que Le Pen ! Cette proposition, prônant une identité nationale imaginaire, s'inscrit directement dans la logique xénophobe de l'extrême-droite : les immigrés, ou leurs enfants, seraient responsables des problèmes de la société française ! Face à cela, la réponse donnée par la candidate socialiste, déployer un drapeau bleu-blanc-rouge dans chaque foyer et chanter la Marseillaise, n'était pas celle que l'on aurait pu attendre d'une candidate de gauche ! Au lieu de courir après ces provocations, c'est sur le terrain d'une République sociale que nous attendions des réponses.



© Joël F. Volson

Il ne s'agit pas d'affirmer une République formelle mais au contraire celle de donner un contenu aux principes républicains : liberté, égalité et fraternité. Comment faire en sorte que la liberté ne soit pas dévoyée dans le libéralisme ? Comment donner vie à l'égalité dans tous les domaines et mettre un coup d'arrêt à la montée des inégalités ? Comment faire vivre la fraternité en cassant tous les mécanismes de discriminations, en premier lieu celles qui touchent les habitants des quartiers populaires ?

Dans cette campagne électorale, Solidaires a fait le choix, non pas de soutenir tel ou tel candidat-e, mais celui d'intervenir dans le débat citoyen à partir de ses priorités, de

ses revendications et de ses propositions alternatives aux politiques libérales. Au-delà du résultat de ces élections, le syndicalisme devra être capable de proposer les mobilisations les plus unitaires et les plus larges possibles pour que ces exigences de droits, de partage des richesses et de solidarité ne soient pas oubliées.

L'Union syndicale Solidaires est attachée à un syndicalisme de défense au quotidien des salariés et de transformation sociale. Nous sommes persuadés que cette transformation sociale viendra d'abord des combats sociaux et des rapports de forces que nous contribuerons à créer.

3 questions à Canal Marches

Suite au travail réalisé entre Solidaires et Canal Marches, il nous a semblé utile de questionner cette association militante que nous rencontrons souvent dans les mouvements sociaux.

Qu'est-ce que Canal Marches ?

Patrice Spadoni : Canal Marches s'est constituée en 1997, dans la foulée des Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions. Quinze marches ont parcouru l'Europe durant deux mois. Nous avons formé et armé de caméras des "marcheurs - vidéastes", pour la plupart chômeurs. Ils ont tenu leurs carnets de route vidéo, certains durant deux mois tels Jean-Marie et Farid partis de Tanger. À chaud, nous avons réalisé quatre magazines vidéo vendus en K7 et projetés par plus d'une centaine de collectifs militants. Et puis un documentaire, "En Marche", diffusé sur la 5, Planète et diverses chaînes câblées européennes. La marche achevée, l'association, formée de militants des mouvements sociaux, de professionnels de l'audiovisuel, de sympathisants, a décidé de poursuivre son activité. Avec un mot d'ordre : "contribuer à une expression artistique des Sans voix". Précaires, chômeurs, sans papiers, mais aussi, plus largement habitants des quartiers populaires, salariés... Depuis dix ans nous poursuivons cette marche, avec la vidéo, mais aussi l'écrit, la photographie, organisant des ateliers d'initiation à la pratique de la vidéo, des expositions, et produisant des films documentaires...

Vous avez produit en lien avec Solidaires, un DVD sur les rencontres en CE : quel bilan en tirez-vous ?

Thibault Dufour : Pour moi et Christophe ça a été une expérience enthousiasmante. D'abord notre tournage de la Rencontre : l'ambiance, très chaleureuse, la richesse des débats, l'ouverture de la réflexion des gens de Solidaires. Nous avons fait participer à notre équipe des chômeurs formés par notre association, ils ont été frappés par tout cela. La réalisation de ce DVD, dès sa conception, a donné lieu à de véritables échanges avec les militants de Solidaires : c'était une vraie collaboration, pas une "prestation de service". Dans ce DVD, on trouve deux choses. D'une part, un court film documentaire, "Le fil conducteur", synthèse des diverses problématiques soulevées par les militants de Solidaires investis dans les CE. D'autre part une captation vidéo des débats, tant à la tribune que dans la salle. Chaque débat, chaque intervention majeure est "chapitrée" et peut donc être facilement retrouvée à partir du menu du DVD. C'est la première fois que Canal Marches réalise ce genre d'outil. Cette formule pourrait être reprise par différents secteurs syndicaux, associatifs... Ce DVD peut être utilisé, je crois, pour des

formations syndicales, pour de l'information auprès des salariés. Il s'agit aussi de la trace filmée d'un moment fort dans la réflexion d'un mouvement. Une mémoire audiovisuelle peut ainsi se constituer, apportant un témoignage, politique et militant, mais également humain.

Avez-vous des suggestions de travail en commun possible avec des équipes syndicales Solidaires ?

Thibault : Ce genre de réalisations pourrait se reproduire à l'occasion de moments importants de la vie de Solidaires : grands débats, congrès...

Patrice : Le mouvement ouvrier avait naguère une tradition très intéressante de compte-rendu des congrès syndicaux : toutes les interventions orales y étaient retranscrites, même les dialogues les plus vifs. Une version moderne, avec captation vidéo et restitution sous forme de DVD, pourrait donner un bel outil syndical : formation, transmission de la mémoire entre les générations, contrôle démocratique de la base syndicale...

Un travail avec Solidaires pourrait se développer sur plusieurs voies. Le mouvement syndical a tout intérêt à se réapproprié l'outil audiovisuel. Il y a là un retard évident. À l'heure de la vidéo en ligne sur Internet c'est encore plus frappant. Canal Marches, qui a une vraie expérience de formation à la vidéo d'équipes militantes, pourrait organiser des stages d'initiation à la vidéo pour des militants de Solidaires. Les conseiller, les aider à réaliser des films d'intervention, des campagnes utilisant la vidéo, à se constituer des archives, et à avoir une lecture audiovisuelle plus informée et donc plus critique des médias... Il ne s'agit pas de mettre de nouvelles tâches sur les épaules de militants déjà surchargés, mais d'ouvrir de nouvelles formes d'expression syndicale... Dans de nombreuses entreprises et sections syndicales, des salariés sont personnellement passionnés par la vidéo, le cinéma. Et il y a beaucoup de pratiques "amateurs" dans le monde du travail. C'est peut-être là un potentiel d'engagement dans le mouvement syndical, par le biais de pratiques différentes, ludiques, susceptibles de toucher par la force des images animées bien des salariés...

Le site de Canal Marches : www.canalmarches.org



Six semaines de grève à Citroën Aulnay

Les ouvriers de l'usine automobile Citroën-PSA à Aulnay (93) ont porté, dans l'unité, les revendications suivantes pendant six semaines de grève : 300 € immédiat, pas de salaires à moins de 1525 € nets, embauche des intérimaires, retraite à 55 ans pour les travaux pénibles, baisse des cadences. Le comité de grève était animé essentiellement par Sud et la Cgt. La direction du groupe PSA-Citroën a refusé toute négociation sur les revendications posées. Cette lutte est restée minoritaire dans une entreprise aux traditions "musclées", où pendant des décennies c'est le syndicat-maison, la CFT-CSL devenue SIA, qui faisait la loi en collaboration totale avec la direction : pendant 20 ans, l'usine Citroën d'Aulnay n'avait connu aucun mouvement de grève. La création d'un syndicat Sud Auto, en 2005, correspondait à un espoir de renouveau syndical. Sud, malgré de nombreux procès de la direction en représentativité, a contribué au développement des mobilisations sur cette usine d'Aulnay. Avant cette lutte de six semaines, une grève en mars 2005 avait obligé la direction à indemniser totalement le chômage partiel. Les intérimaires, nombreux dans cette usine, ont imposé la même chose à leurs employeurs en décembre 2006.

Après six semaines de conflit, face à l'intransigeance de la direction qui n'a concédé que quelques mesures (prix du repas et du transport) et devant la difficulté à étendre la lutte sur les autres usines du groupe, les grévistes ont préféré arrêter le mouvement tous ensemble et ne pas se laisser gagner par la division ou le découragement. Le déroulement de la grève, le comité de grève, les actions de popularisation, la solidarité... tout cela a forgé une grande unité et une grande solidarité des grévistes. Malgré l'échec revendicatif, les grévistes sont fiers de cette lutte et sont persuadés qu'un jour ou l'autre, ils pourront repartir. Sud Auto, jeune syndicat dans l'entreprise, a développé son audience, en particulier auprès des jeunes ; il s'est imposé comme acteur incontournable pour la mobilisation.

La solidarité financière doit se poursuivre car les salaires des grévistes vont être amputés pendant plusieurs mois. **Vous pouvez encore les soutenir** : chèques libellés à l'ordre de Sud Auto et adressés à : Roger Gimenez - 6 rue Lavoisier - 95150 Taverny.

Sud Nettoyage et le SNUI font plier SAMSIC

Après 4 jours, la grève des agents de propreté de l'Hôtel des Impôts du 11^{ème} Arrondissement de Paris s'est achevée sur un accord entre les salariés et la direction de SAMSIC, une grosse entreprise spécialisée dans le nettoyage. Celle-ci, tout d'abord intransigente, s'est finalement inclinée devant la détermination des salariés, tous adhérents de Sud Nettoyage, soutenus vigoureusement par les organisations syndicales de la Direction Générale des Impôts, SNUI en tête. En faisant un piquet de grève, les agents des impôts ont mis en échec la pratique systématique de ce type d'entreprises consistant à envoyer des cadres faire le ménage afin de vider le mouvement de tout effet et se prémunir du risque de service non fait. Dans le même temps, le SNUI et le SNADGI-CGT interpellaient la Direction des Services Fiscaux de Paris Est au moyen d'une pétition signée par les agents du site du 11^{ème} et dénonçant les conditions d'emploi des salariés de SAMSIC. Mal à l'aise, la Direction des Services Fiscaux de Paris Est s'est trouvée confrontée à sa responsabilité de donneur d'ordres et interpellait SAMSIC pour qu'elle trouve une solution rapide et correcte au conflit.

Les marchés de nettoyage sont passés au ministère des finances par une agence qui n'hésite pas à pratiquer la politique du moins disant financier au prix du moins disant social.

Les entreprises de sous-traitance comme SAMSIC n'ont donc aucune marge de manœuvre financière et ne sont, en fait, que des sociétés écrans qui précarisent les emplois en lieu et place des donneurs d'ordre. Ces derniers utilisent ce subterfuge pour déplacer vers leurs sous-traitants la responsabilité de la dégradation des conditions de travail d'un nombre d'employés de plus en plus nombreux. La société de nettoyage SAMSIC a obtenu l'ensemble des marchés des sites du

ministère des finances situés dans Paris parce qu'elle accepte les prises de passation de marché au moindre coût. Ses salariés subissent en retour les contres coups de la politique du moins disant social organisée par les donneurs d'ordre, ici la Direction Générale des Impôts.

Cette politique entraîne des baisses d'effectifs, des augmentations de charge de travail inacceptables et la dégradation des conditions de travail, quand ce ne sont pas des violations éhontées du code du Travail.

L'accord trouvé pour résoudre le conflit de l'hôtel des impôts de Paris 11 ne règle que partiellement le problème. C'est bien partout qu'il faut lutter contre cette politique du moins disant social et exiger des clauses sociales dans les marchés de sous-traitance dans le secteur public.

A la suite de ce conflit, le SNUI en lien avec l'union syndicale Sud Nettoyage compte tisser des liens entre les salariés du nettoyage et ceux des impôts pour créer dans tous les centres des impôts un rapport de force suffisant pour que la Direction Générale des Impôts et le ministère des finances revoient les conditions de passation de marchés. C'est pourquoi Sud Nettoyage et le SNUI co-organisent une Assemblée Générale des personnels de SAMSIC travaillant dans les centres des impôts parisiens à la Bourse du travail de Paris le 19 avril 2007.

Pour l'Union syndicale Solidaires, ce type d'action doit se décliner dans d'autres secteurs où les pratiques sont identiques. C'est le cas dans les transports, l'Éducation nationale, les centres postaux, les hôpitaux... La liste n'est pas exhaustive. La sous-traitance est un des aspects importants de la précarisation généralisée de l'emploi : c'est donc un axe important d'intervention syndicale pour Solidaires.

Pour nous contacter Consultez notre site : www.solidaires.org

ALTER (pilotes) : 01 45 60 08 09

Coordination Solidaires Métallurgie : 01 58 39 30 16

SNABF Solidaires (Banque de France) : 01 42 92 40 25

SNJ (journalistes) : 01 42 36 84 23

SNUCCRF (concurrence, consommation, répression des fraudes) : 01 43 56 13 30

SNUI (impôts) : 01 44 64 64 44

SNUPFEN (Office national des forêts) : 01.40.19.59.69

Solidaires-Douanes : 01 55 25 28 85

Solidaires Justice : 02 51 89 35 87

Spasmet-Solidaires (météo) : 05 61 07 96 87

STCPOA (travailleurs de la Confédération paysanne et de ses Organisations Associées) : 06.08.60.01.18

SUD Aérien : 01 41 75 20 85

SUD Anpe : 01 42 38 32 88

SUD Autoroutes : 03 80 77 67 18

SUD Aviation civile : 06 83 31 88 00

SUD Banques : 06 87 75 67 44

SUD Caisses d'Épargne : 01 42 33 41 62

SUD Cdc (Caisse des dépôts et consignations) : 01 58 50 30 44

SUD Centrale Minefi : 02 31 45 74 99

SUD Chimie Pharmacie : 02 35 87 39 25

SUD Collectivités territoriales : 05 34 44 50 35

SUD Crédit Agricole : 06 10 89 72 88

SUD Culture Solidaires : 01 40 15 82 68

SUD Education : 01 42 43 90 09

SUD Energie : 01 47 65 30 97

SUD Etudiant : 01 44 62 12 06

SUD FNAC : 01 49 54 30 00 - poste 3430

SUD FPA Solidaires : 06 75 79 65 58

SUD Groupe GFI : 06 75 24 70 09

SUD INSEE : 05 61 36 61 36

SUD Michelin : 04 73 31 22 89

SUD Protection Sociale : 01 44 92 82 03

SUD Ptt : 01 44 62 12 00

SUD Rail : 01 42 43 35 75

SUD Recherche EPST : 06 82 04 74 38

SUD Rural (ministère de l'Agriculture) : 05 61 02 15 31

SUD Santé-sociaux : 01 40 33 85 00

SUD Sonacotra : 01 40 61 44 01

SUD Travail/Affaires sociales

(Ministère du Travail) : 01 44 79 31 65

SUD Trésor : 01 43 56 31 41

SUD Vpc (vente par correspondance) : 03 20 69 67 84

SUI (industrie) : 02 48 24 01 79

SUPPER (métallurgie) : 01 34 59 77 73

Expressions solidaires
Journal édité par
l'Union syndicale Solidaires
Rédaction : 93 bis rue
de Montreuil - 75011 Paris
Tel : 01 58 39 30 20
Fax : 01 43 67 62 14
contact@solidaires.org

Directrice de publication :
Annick Coupé
N° CPPAP : 1 008 S 05397
Dépôt légal : à parution

Imprimerie : Rotographie
à Montreuil-sous-Bois (93)